



**Mirabel, le 9 août 2021 – Diffusion du « RAPPORT DE SONDAGE SUR LES BESOINS DE LA POPULATION LAURENTIENNE EN TERMES DE LOGEMENT »**

Dès le mois de mars 2021, une situation préoccupante en matière de logement identifiée dans certaines MRC de la région des Laurentides, a amené le Comité logement régional du Conseil Régional de Développement Social des Laurentides (CRDSL) à anticiper une pénurie pour l'ensemble de la région et a conduit à la réalisation d'un sondage sur les besoins de la population en termes de logement. En effet, la multiplication des appels à l'aide de personnes qui se cherchaient un logement sur les réseaux sociaux, en lien avec l'inflation des coûts des loyers dans la région des Laurentides, était un premier signe de la gravité de la situation. On avait déjà remarqué l'augmentation des reportages dans les médias traditionnels à ce sujet. Les organismes de défenses de droits faisaient aussi entendre de plus en plus leurs revendications. Enfin, certains comités logement avaient identifié une augmentation des listes d'attentes pour accéder à des ressources d'hébergement d'urgence, notamment pour les femmes victimes de violence conjugale.

Dans un tel contexte, la diffusion rapide d'un sondage sur les besoins de la population laurentienne en termes de logement apparaissait primordiale.

Plusieurs constats étaient visibles depuis déjà plusieurs mois et le sont toujours, dans de nombreuses régions du Québec :

- L'inflation des coûts du logement<sup>1</sup>, la forte spéculation du marché immobilier (RCLALQ, 2021) induisant des difficultés d'accès à la propriété et la surenchère causée par la migration de personnes en provenance de Montréal sont des enjeux intimement liés au contexte de la pandémie. Il est à noter que la région des Laurentides a le plus haut taux migratoire au Québec. (Institut de la statistique du Québec, 2019).
- L'absence d'un contrôle obligatoire des loyers empêchant d'encadrer l'évolution du prix des logements<sup>1</sup> (RCLALQ, 2021) et la hausse incontrôlée des loyers dans les nouvelles constructions de moins de 5 ans est inquiétante, car elle va

---

<sup>1</sup> Selon l'enquête du RCLALQ (Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec), on assiste à une « réelle explosion des loyers » dû aux taux d'occupation qui sont très faibles, les propriétaires profitent de cette rareté de logement en augmentant les loyers, car le système de fixation des loyers est « inefficace » et les mesures de contrôle « sont plus souvent qu'autrement inutilisables ». (RCLALQ, 2021)

conduire de nombreuses familles à la recherche de nouveaux logements à très courte échéance.

- L'augmentation des cas de « rénovictions »<sup>2</sup>, d'éviction et la reprise des logements par les propriétaires (CLPP, 2020).
- Partout sur le territoire des Laurentides le logement devient inaccessible sinon carrément inexistant. Les difficultés de plus en plus grandes à se trouver un logement à coût abordable entraînent plus de gens vers la vulnérabilité (Concertation régionale en itinérance des Laurentides (CRI), 2021).

Les résultats du sondage confirment que la pénurie de logements que nous vivons à l'heure actuelle est une problématique majeure dans la région. Contrairement à la croyance populaire, la majorité des répondants sont des travailleurs faisant partie de la population active. Plusieurs parmi eux ont dû refuser un emploi dans notre région car ils n'ont pas trouvé de logements pour venir s'installer chez nous. D'autres ont été contraints de déménager dans des logements trop chers pour leur budget, ce qui engendrera inévitablement d'autres problèmes financiers.

En 2016, près de 80 000 citoyens des Laurentides vivaient sous la mesure de faible revenu (Stat.Can.2016) et plus de 52 000 ménages consacraient une trop grande partie de leurs revenus pour se loger. Afin de relancer l'économie de notre région, des efforts de construction de logements sociaux ou abordables constitueraient une occasion en or de revitaliser nos municipalités, les noyaux villageois, des quartiers plus favorables à la marche, et d'encourager l'économie de proximité (FLAC, 2020).

Le CRDSL considère qu'il est impératif de rendre accessibles à tous les citoyens de notre région des milieux de vie de qualité. Les différents partenaires des milieux municipaux, gouvernementaux et de la société civile doivent amorcer rapidement des réflexions permettant de remédier à cette situation, en complémentarité et en concertation avec les partenaires du milieu, afin d'entreprendre des actions pour favoriser le développement de nouveaux logements.

Il est plus que nécessaire aujourd'hui de favoriser l'arrimage des actions sur le plan régional, dans le but de développer le réflexe de travailler ensemble et ainsi contribuer à la mise en œuvre d'une stratégie régionale en matière de logement dans les Laurentides. En effet, le logement est un facteur important de notre économie, puisqu'il est essentiel à l'attraction et la rétention d'une main-d'œuvre diversifiée.

---

<sup>2</sup> Rénoviction : Processus selon lequel un propriétaire évince illégalement un locataire de son immeuble sous prétexte qu'il souhaite faire des rénovations. (RCLALQ, 2021)



Nous vous invitons donc à consulter le Rapport de sondage sur les besoins de la population laurentienne en termes de logement en [suivant ce lien](#).

N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires à : [logement@crdsl.com](mailto:logement@crdsl.com)

**Le Conseil régional de développement social des Laurentides**

Le CRDSL a comme mission, à titre d'instance de concertation régionale multisectorielle autonome, d'accroître et de soutenir la capacité d'action collective en développement social dans la région des Laurentides.

-30-

Source :

Violaine Guerin, Coordonnatrice

Conseil régional de développement social des Laurentides

Tél. : 450-848-7263

Courriel : [info@crdsl.com](mailto:info@crdsl.com)

[www.crdsl.com](http://www.crdsl.com)

